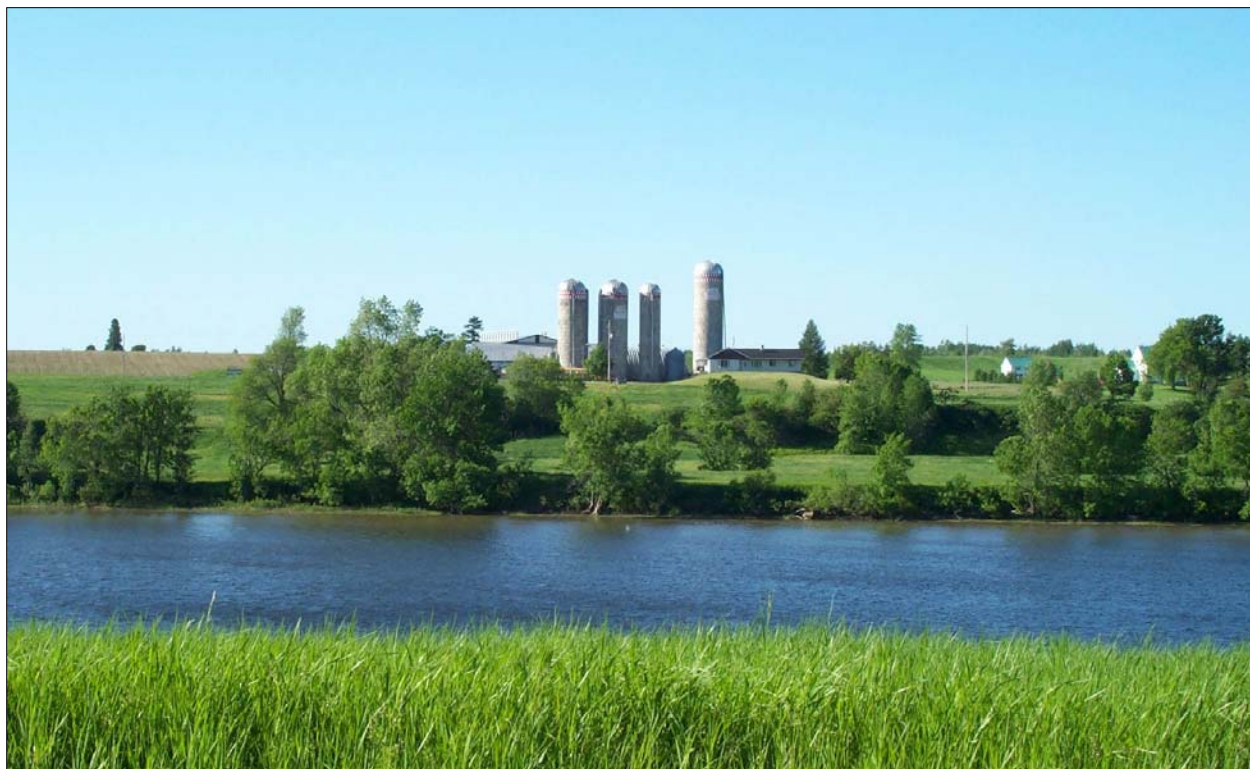


MÉMOIRE

**Déposé par
la Fédération de l'UPA de la Mauricie**

**À la
Commission sur l'avenir de l'agriculture
et de l'agroalimentaire québécois**



**Trois-Rivières
14 février 2007**

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	4
INTRODUCTION	5
Nos valeurs	6
La passion de l'agriculture	6
MONDIALISATION.....	6
La mondialisation et la souveraineté alimentaire	6
Un nivellement des revenus vers le bas	6
Un minimum de protection et de planification	7
La gestion de l'offre et de la demande	7
Une politique céréalière canadienne.....	7
FILIÈRE AGROALIMENTAIRE	8
L'assurance stabilisation des revenus agricoles	8
Les offices de mise en marché	8
L'identification des produits.....	9
Une filière dynamique en région	9
ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITÉS PARTAGÉES	10
Les nouvelles priorités pour notre société.....	10
L'écoconditionnalité.....	10
Les changements climatiques en tête.....	10
La technologie et la protection de l'environnement.....	11
RURALITÉ ET ASPECTS SOCIAUX.....	11
La relève agricole une priorité.....	11
Les OGM.....	12
Les rapports sociaux dans le monde rural	12
La cohabitation.....	12
Des producteurs en bonne santé physique et mentale.....	12
VOLONTÉ POLITIQUE	13
Pour un nouveau contrat social.....	13
Un soutien nécessaire pour assurer notre souveraineté alimentaire	14
CONCLUSION.....	15

AVANT-PROPOS

La Mauricie compte 1 108 fermes exploitées par **1 600 productrices et producteurs**. La filière agroalimentaire occupe 14 700 travailleurs (excluant la main-d'œuvre saisonnière). La majorité des entreprises est de type familial bien qu'on note une percée significative de l'intégration des fermes dans certains secteurs.

Les fermes mauriciennes sont actives dans **28 productions** différentes. Les principales sont, par ordre d'importance : lait, porc, volaille, bovin et cultures commerciales. On retrouve également des producteurs acéricoles, maraîchers, ovins, de pommes de terre, etc.

N. B. - L'utilisation du masculin sera priorisée dans ce document pour alléger le texte.

INTRODUCTION

Dans le présent mémoire, la Fédération de l'UPA de la Mauricie livre le contenu des réflexions que nos producteurs ont eues avec d'autres intervenants socioéconomiques de la région lors d'une journée de discussion tenue à Trois-Rivières le 19 janvier dernier.

Les producteurs agricoles de la Mauricie souhaitent que les travaux de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois mènent à une prise de décision par le gouvernement qui puisse assurer la pérennité de l'agriculture québécoise.

Nos valeurs

Les producteurs agricoles de la Mauricie sont motivés par des valeurs qui les habitent profondément. La famille, la justice, l'équité, le souci du travail bien fait, le service à la société, la passion et le respect de la nature en sont quelques exemples.

La passion de l'agriculture

Nous sommes des hommes et des femmes passionnés par notre profession, sinon nous ne serions plus en agriculture depuis longtemps. Pour preuve, combien de personnes accepteraient de vivre dans les conditions économiques que nous subissons actuellement? Nous ne comptons pas les heures que nous consacrons à notre labeur. Nous sommes totalement dédiés à nourrir la société en respectant ses exigences au mieux de nos capacités. En retour, nous attendons de nos concitoyens et de nos gouvernements un minimum de respect et que l'on n'abuse pas de notre bonne volonté. Nous ne devrions pas être sur la défensive constamment.

MONDIALISATION

La mondialisation et la souveraineté alimentaire

La mondialisation met en péril la souveraineté alimentaire du Québec. En affirmant cela, nous avons la conviction qu'il serait périlleux pour notre société qu'elle s'en remette complètement aux importations pour se nourrir. Qu'arrivera-t-il si, pour une raison quelconque, l'approvisionnement alimentaire était coupé? Par exemple, les changements climatiques et les questions géopolitiques pourraient hypothéquer notre sécurité alimentaire. Un minimum de prévoyance et d'anticipation s'impose donc.

Un nivellement des revenus vers le bas

La mondialisation devait mieux répartir la richesse sur la surface du globe. Elle est plutôt en train de la concentrer davantage entre les mains de multinationales et de conglomérats agroalimentaires. Les conséquences directes sont, notamment, l'appauvrissement des producteurs agricoles et une pression importante sur l'environnement par une surexploitation des ressources et une augmentation importante du trafic des denrées alimentaires.

La mondialisation nous a appris qu'elle entraîne une spirale à la baisse des prix payés aux producteurs agricoles. À l'encontre des dispositions de libre-échange, les gouvernements subventionnent, certains plus que d'autres, leur agriculture. Il y a une distorsion entre les principes de la mondialisation et les faits. Conséquemment, nous pensons que l'agriculture devrait être traitée tout à fait différemment des autres composantes du commerce mondial.

La mondialisation perpétue et accentue les crêtes caractéristiques d'un marché cyclique qui oblige les gouvernements à un soutien financier de plus en plus important. Cette instabilité favorise une concentration des entreprises qui, en grossissant, sont plus en mesure de faire face aux aléas du marché. Est-ce là une voie que nous souhaitons emprunter?

Il faut changer la façon de consommer pour passer du concept du plus bas prix à celui de prix optimum. Prix optimum signifie que le producteur touche des revenus qui couvrent ses coûts de production et lui permettent de faire un profit afin de faire prospérer son entreprise.

Un minimum de protection et de planification

Il faut que le gouvernement protège l'agriculture québécoise. Même si la pression est forte, les conséquences de la disparition de secteurs agricoles seront plus néfastes que les économies que nous pourrions faire à court terme dans les grandes surfaces qui nourrissent le Québec.

La gestion de l'offre et de la demande

Il est important de conserver la gestion de l'offre, car elle a démontré beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients dans les productions auxquelles elle s'applique. Grâce à celle-ci, nous pouvons encore compter, en Mauricie, plusieurs petites entreprises laitières qui font vivre décemment des familles. Non seulement faut-il la protéger, mais il faudrait l'étendre à d'autres productions.

La gestion de l'offre devra s'adapter pour répondre davantage à la gestion de la demande. D'ailleurs, ce virage est déjà amorcé dans la production de la volaille. Les producteurs, dont plusieurs de la Mauricie, l'ont compris en répondant à la demande d'une rôtisserie québécoise afin de lui produire un poulet répondant à un cahier de charge précis.

En s'étendant aux autres productions qui le désirent, la gestion de l'offre contribuera à garantir davantage la souveraineté alimentaire du Québec et un revenu décent aux producteurs. En plus, il a été démontré dans les pays où la gestion de l'offre a été démantelée, que si à court terme les consommateurs ont bénéficié d'une baisse des produits sur les tablettes, les transformateurs et détaillants n'ont pas pris de temps pour hausser les prix empochant ainsi la plus grande part des profits. N'est-il pas mieux de payer un peu plus cher ou de subventionner? Dans les deux cas, l'argent provient de la même poche, celle du consommateur ou du contribuable...

Une politique céréalière canadienne

Le coût des céréales représente pour plusieurs productions la principale dépense de fonctionnement de l'entreprise. Afin de sécuriser tant les vendeurs que les acheteurs de céréales, une véritable politique céréalière canadienne pourrait aider les producteurs à mieux gérer leur production en fonction de prix plus stables.

Recommandations :

- 1. Nous souhaitons un système basé sur l'autosuffisance agroalimentaire des citoyens québécois, le gouvernement ne devant jamais, sous aucun prétexte, sacrifier la souveraineté alimentaire du Québec.**
- 2. Nous voulons un système où les producteurs recouvrent leurs coûts de production par les revenus du marché; jusqu'à l'atteinte de cet objectif, que l'État comble l'écart à la hauteur des subventions octroyées par les autres pays.**
- 3. La gestion de l'offre doit être accessible aux productions qui le désirent.**

4. **Il faut un respect intégral des règles du libre-échange par tous les pays.**
5. **Le système doit permettre de tirer le maximum des lois commerciales, agricoles, des offices de mise en marché et d'autres outils à la disposition des producteurs agricoles.**
6. **Nous voulons la mise en place d'une politique céréalière canadienne en vue de sécuriser l'intrant de base pour les principales productions animales en Mauricie et au Québec.**

FILIÈRE AGROALIMENTAIRE

L'assurance stabilisation des revenus agricoles

L'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) a été mise en place dans les années 70 afin de garantir aux producteurs un revenu couvrant les coûts de production des denrées agricoles. Ce programme répondait à la crise notamment vécue dans la filière bovine à l'époque.

Aujourd'hui, est-il normal que, dans notre système, la récolte de programmes de soutien du revenu devienne, année après année, une source de revenu majeure dans certaines productions? Poser la question, c'est y répondre. Il faut revoir nos techniques de production, être plus performant. Aussi, il faut regarder les conditions pour lesquelles une aide financière sera versée en soutien du revenu. Est-ce que toutes les régions peuvent et doivent produire les mêmes denrées?

Mais l'ASRA et les autres programmes de soutien n'ont pas seulement profité aux producteurs. Les acheteurs ont acheté à bas prix des denrées parce que ces programmes intervenaient. Il est facile de pointer les producteurs, mais toutes les filières de mise en marché en ont profité, parfois plus que les producteurs eux-mêmes.

Les offices de mise en marché

La Commission demande, dans son document de consultation, si l'organisation des offices de mise en marché, actuellement sous la responsabilité des producteurs agricoles, doit être élargie pour faire place à d'autres intérêts comme ceux des consommateurs et des transformateurs?

À cette question, nos producteurs ont répondu affirmativement en respectant certaines conditions. Nous pensons que le fossé qui s'est creusé entre la population et les producteurs pourrait se combler, en partie, en impliquant des citoyens qui comprendraient mieux les mécanismes et les impératifs auxquels font face les producteurs quotidiennement dans la mise en marché de leurs produits. Ces consommateurs deviendraient des témoins et des ambassadeurs de la réalité financière et professionnelle du monde agricole. Les transformateurs pourraient en faire partie aussi. Il reste qu'au final, il faut que les producteurs conservent un rôle prépondérant dans les prises de décisions.

L'identification des produits

Nous souhaitons une meilleure identification des produits tant sur les tablettes que sur les étiquettes. Elle devrait comprendre l'origine de produit et sa composition, ceci tant pour favoriser l'achat local que la salubrité des aliments. De même, nous sommes favorables à l'identification des produits contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM) à la condition que les producteurs ne soient pas les seuls à en porter la responsabilité et les conséquences.

Une filière dynamique en région

En Mauricie, nous comptons quelques entreprises de transformation, entre autres, dans le domaine porcin, de produits maraîchers et de petits abattoirs répondant aux besoins des producteurs.

Il est important, malgré les fortes tendances contraires, de développer la transformation en région. Il faut rapprocher les producteurs agricoles des consommateurs. Les producteurs doivent être partie prenante de ces entreprises afin de répartir la richesse dans l'ensemble de la filière. La transformation en région crée des emplois et un lien entre les consommateurs et les producteurs agricoles.

Il faut créer un lien plus direct entre les tablettes de supermarchés et les producteurs agricoles. Est-il sensé que les pommes de terre de la Mauricie passent par Montréal pour revenir chez-nous? Et qu'on ne retrouve plus le nom du producteur sur les sacs? Autre aberration, un transporteur qui part de la Montérégie qui charge des légumes chez un producteur de Louiseville pour aller les livrer à une grande surface de... Louiseville!

Il existe en Mauricie des possibilités de développement dans des productions comme la production bovine du vache-veau où nous pourrions développer davantage le marché avec des abattoirs locaux.

Recommandations :

- 7. Les programmes de soutien du revenu devraient être révisés afin de soutenir les entreprises agricoles qui en ont vraiment besoin.**
- 8. Les offices de mise en marché pourraient faire de la place à des représentants des consommateurs, distributeurs et transformateurs. Cette ouverture est possible à condition que les producteurs y soient majoritaires (ex. : Agriconseils Mauricie).**
- 9. L'identification du contenu des produits que l'on retrouve sur les tablettes devrait être complète. Pour qu'un produit se fasse apposer la mention « Fait au Canada », il devrait comporter 95 % d'ingrédients canadiens avec mention de la provenance des autres ingrédients provenant de l'étranger.**
- 10. Il faut soutenir les projets de transformation et de marché public régionaux afin de rapprocher les producteurs des consommateurs et diminuer les intermédiaires et les frais de transport.**

ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITÉS PARTAGÉES

À la priorité économique, qui a longtemps monopolisé nos façons de faire, et ce, jusqu'à la fin des années 90, sont venus s'ajouter deux autres piliers du développement durable : l'environnement et le social.

Il faut rappeler que le gouvernement a misé fortement sur l'exportation du porc en 1998. Si sur le plan économique la balance commerciale du Québec est devenue positive sur le plan agricole, les impacts environnementaux et sociaux ont été peu considérés à l'époque avec le résultat que les producteurs sont devenus des cibles privilégiées.

C'est aussi avec les conseils des fonctionnaires et les subventions du gouvernement que les producteurs ont opéré une transition massive d'une gestion de fumier solide vers une gestion liquide. Dès lors, les problèmes de cohabitation liés aux odeurs d'épandage ont pris de l'ampleur. En contenant les déjections animales dans des fosses étanches pour protéger l'environnement, on a généré une augmentation importante des odeurs liées aux épandages. Qui dit environnement dit choix de société et impérativement soutien financier!

Les nouvelles priorités pour notre société

Si les priorités de l'État ont été la santé et l'éducation jusqu'à tout récemment, on doit désormais y ajouter celles de l'environnement et de l'agriculture, lesquelles sont d'ailleurs intimement liées. Elles assurent à la société son autosuffisance et un milieu de vie de qualité.

Tous les citoyens paient des taxes scolaires même s'ils n'ont pas tous d'enfants; l'agriculture et l'environnement devraient être considérés au même titre. Est-ce qu'il y a des citoyens qui ne consomment aucun produit agricole québécois? Tous veulent un environnement sain même s'ils habitent au centre-ville de nos agglomérations urbaines.

L'écoconditionnalité

Il faut conserver le concept d'écoconditionnalité et surtout l'axer vers une approche proactive. L'écoconditionnalité, c'est un mécanisme qui assure l'application des normes environnementales.

Souvent perçue comme punitive, l'écoconditionnalité doit être un incitatif à la performance environnementale des fermes de la Mauricie. Ainsi, nous souhaitons qu'elle prenne la forme d'une prime à la performance. Plus un producteur en fait et plus il récolte d'aide gouvernementale.

Nous ne pouvons imposer l'écoconditionnalité aux pays qui exportent leurs produits ici. En contrepartie, nous pouvons taxer les produits qui ne rencontrent pas nos normes, environnementales et autres, et qui bénéficient d'un avantage que les producteurs québécois n'ont pas.

Les changements climatiques en tête

Une question importante, à considérer par la Commission, c'est l'impact éventuel des changements climatiques sur l'agriculture du Québec. Ainsi, ce choc climatique pourrait mettre en péril notre souveraineté alimentaire si nous en sous-estimons les effets. Les changements

qui surviendront ailleurs dans le monde auront également une incidence directe sur l'approvisionnement alimentaire du Québec s'ils surviennent dans des pays d'où proviennent nos importations. C'est une raison importante pour conserver notre vocation agricole.

La technologie et la protection de l'environnement

Il faut investir dans la recherche de technologies qui aideront les producteurs économiquement, environnementalement et socialement.

Par exemple, les lisiers pourraient servir à produire de l'énergie pour les communautés comme cela se fait déjà dans certains pays européens.

Recommandations :

- 11. Le gouvernement doit soutenir la performance en environnement des producteurs au même titre que la santé et l'éducation. Ce soutien passerait par une valorisation des bonnes pratiques des producteurs via une écoconditionnalité qui favorise la performance environnementale.**
- 12. Il faut exiger la réciprocité aux pays qui exportent ici (normes phytosanitaires et environnementales).**
- 13. Il faut mettre en place un observatoire sur les impacts des changements climatiques à venir afin de permettre à l'agriculture québécoise de s'adapter aux nouvelles réalités auxquelles nous devons faire face d'ici la fin du 21^e siècle.**
- 14. Il faut refuser les produits qui ne rencontrent pas nos normes tant sur le plan environnemental que sur la gestion et le respect des travailleurs qui les produisent.**

RURALITÉ ET ASPECTS SOCIAUX

La relève agricole une priorité

Les producteurs qui quittent la production ont un devoir de transmettre un environnement et une agriculture dans un état au moins égal à celui dans lequel ils l'ont reçu. Cette prise de conscience est importante pour la génération qui quitte l'agriculture. Elle doit redonner aux générations suivantes une partie des gains qu'elle a eus grâce à de bonnes années, l'inflation et à l'aide de l'État.

On doit mettre en place des accommodements financiers permettant le transfert de fermes. Par exemple, augmenter les exemptions de capital lors du transfert et de la vente.

Il faudrait explorer sérieusement la mise en place d'un fonds de pension provincial dans lequel les producteurs investiraient afin de pouvoir transférer leur entreprise à des montants permettant aux générations montantes de s'établir sans s'endetter pour toute la durée de leur carrière en agriculture.

Les OGM

Les OGM sont un enjeu économique, environnemental mais surtout social. Les consommateurs ont le droit de savoir si les produits qu'ils consomment contiennent des OGM. Cependant, il ne faudra pas que les producteurs soient les seuls à assumer le coût des choix des consommateurs.

Les rapports sociaux dans le monde rural

Il faut redéfinir les rapports entre les groupes sociaux dans les campagnes. Redéfinir le rural pour le 21^e siècle. On ne veut pas de zone verte dortoir pour les travailleurs de Trois-Rivières, Shawinigan et La Tuque.

En stimulant la mise en place d'une zone rurale plus autonome, avec des entreprises de transformation agroalimentaire et de proximité, il serait possible de retenir à la campagne les personnes qui y sont nées. Bref, devraient vivre en campagne ceux qui y travailleront. Sans compter les gains environnementaux associés à un tel renversement du développement, notamment en matière de transport.

La cohabitation

Il est possible de hausser l'harmonie de nos campagnes. Nous en avons pour preuve les ententes intervenues avec plusieurs municipalités. À la base, il faut une réelle volonté des intervenants de s'entendre.

Nous avons donc fait le choix dans notre région, avec les MRC et villes avec qui nous discutons, d'avoir des rapports gagnant-gagnant. Cela porte fruit car nous n'avons pas ici de règlements abusifs et restrictifs pour le monde agricole. Une communication directe évite de nombreux conflits.

Nous soulignons le travail important qui a été réalisé par nos producteurs de porcs dans la MRC de Maskinongé, particulièrement dans le dossier du Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc. de Saint-Paulin. Les parties ont convenu de période d'épandage pour éviter les conflits de cohabitation. Également, soulignons le projet d'aérateur de fosse à lisier qui a été appuyé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) de la Mauricie.

Des producteurs en bonne santé physique et mentale

Il faut explorer les possibilités d'adapter à la réalité agricole les services d'aide psychologique. Combien de producteurs qui consultaient leurs médecins pour épuisement professionnel se sont fait prescrire un congé de deux semaines? Quand la personne exploite une ferme laitière, un tel congé est impossible!

Il est important de redonner à la profession d'agriculteur ses lettres de noblesse. Le dénigrement de certains leaders d'opinions ou le « Farmer bashing » ont laissé beaucoup de blessures particulièrement chez les producteurs de porcs.

La Fédération de l'UPA de la Mauricie participe actuellement à la mise en place de sentinelles, au sein des corps professionnels, qui pourront reconnaître les signes de détresse psychologique et identifieront les producteurs qui en souffrent.

Recommandations :

- 15. La relève doit être une priorité afin d'assurer la pérennité de l'agriculture québécoise. Afin de permettre le plus grand nombre de transferts d'une génération à l'autre et également par des transferts non apparentés, il faut une politique comportant des volets touchant le domaine fiscal, la formation et des initiatives nouvelles (fonds de pension, etc.).**
- 16. Il faut conserver les comités consultatifs agricoles (CCA) dans les MRC et villes afin de favoriser les échanges entre le monde municipal et rural que les schémas d'aménagement soient en révision ou pas.**
- 17. Il faut mettre en place des comités régionaux d'intervention psychologique constitués de professionnels de la santé, d'intervenants du monde agricole et de producteurs agricoles afin d'aider adéquatement les producteurs aux prises avec la détresse psychologique.**
- 18. Il faut faire une campagne d'information et de valorisation auprès du grand public afin qu'il refasse connaissance avec les nouvelles réalités de l'agriculture d'aujourd'hui.**

VOLONTÉ POLITIQUE

Pour un nouveau contrat social

Contrairement aux rapports directs que nous entretenons dans le quotidien avec certaines personnes qui nous rendent service, par exemple notre dépanneur, les agriculteurs n'ont pas beaucoup de contact avec les consommateurs, même s'ils se lèvent tôt pour nourrir leurs concitoyens.

Il y a, entre le monde agricole et le reste de la société, un contrat social qui existe depuis la création des villages et des villes ayant comme objectif de nourrir l'ensemble des habitants du pays. Il faut rappeler à l'ensemble de la société que l'abondance, la diversité et la qualité de la nourriture qu'elle retrouve dans son assiette sont dues en grande partie aux producteurs agricoles.

Le proverbe dit qu'il ne faut pas mordre la main de ceux qui nous nourrissent. Il faudrait se le rappeler de temps à autre. Les agriculteurs demandent trois choses :

Recommandations :

- 19. Obtenir l'équité avec les autres acteurs de la filière agroalimentaire, soit atteindre le prix optimum qui couvrirait les coûts de production et dégagerait un profit pour faire prospérer les fermes.**

- 20. Le respect de la part du reste de la société pour le travail accompli chaque jour par les producteurs agricoles.**
- 21. Il faut que le MAPAQ et l'UPA aient des objectifs communs afin de maximiser les résultats.**

L'agriculture doit être un projet collectif qui ne soit pas sous la responsabilité unique des producteurs. C'est une responsabilité de l'ensemble de la société. Pour que cela soit ainsi, il faut une volonté politique ferme d'entretenir et de protéger ce contrat social.

Un soutien nécessaire pour assurer notre souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire est une responsabilité gouvernementale qui ne devrait jamais être abandonnée aux pays étrangers. Il faut soutenir financièrement d'abord les productions qui garantissent notre souveraineté alimentaire et non l'exportation.

CONCLUSION

La question agricole est complexe, nous en avons pour preuve les nombreuses questions que vous avez posées dans votre document « Agriculture et agroalimentaire : choisir l'avenir ».

S'il y a une seule chose que le gouvernement devrait retenir de vos travaux, c'est que l'agriculture c'est vital pour la société québécoise et que la souveraineté alimentaire ne devrait jamais être sacrifiée sur l'autel des économies potentielles et de la mondialisation.

Nous avons demandé aux participants lors de la journée de réflexion que nous avons tenue le 19 janvier dernier leurs rêves d'agriculture pour les prochaines générations. En voici quelques-uns :

- *Nous voulons que l'agriculture soit reconnue par la société et les gouvernements comme une priorité tant sociale qu'économique, au même titre que la santé et l'éducation, et ce, dans un environnement durable et endurable.*
- *Nous voulons que l'agriculture soit accessible pour qui veut en vivre et que la relève puisse s'établir facilement.*
- *Nous voulons que, dans 20 ans, il y ait toujours des fermes familiales, que 100 % de nos revenus proviennent de notre métier et qu'il y ait une bonne qualité de vie.*
- *Nous voulons des entreprises dans une campagne dynamique et harmonieuse.*
- *Nous voulons qu'au Québec, les produits importés et les produits d'ici soient soumis aux mêmes normes en termes de salubrité, contrôle sanitaire, gestion des ressources humaines.*
- *Enfin, nous souhaitons que tant qu'il y aura des villes au Québec, il y aura une campagne québécoise pour les nourrir.*

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la réflexion que nous venons de vous livrer dans ces quelques pages.

Fédération de l'UPA de la Mauricie
230, rue Vachon
Trois-Rivières (QC) G8T 8Y2

☎ (819) 378-4033 ☎ (819) 371-2712 ✉ mauricie@upa.qc.ca

